



Mis en ligne le
28 FEV. 2023

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DES ARTICLES
L 2122.22 ET L 2122.23 DU CODE GÉNÉRAL DES
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

Service Affaires Juridiques
Blandine Continant

Objet :

Décision en vue de constitution de partie civile

Certifié exécutoire,
compte tenu de la réception

en Préfecture
Le 28 FEV. 2023

de la publication
Le 28 FEV. 2023

Le Maire de Choisy-le-Roi,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2122.22 et L 2122.23,

Vu la délibération N° 20.094 en date du 16 juillet 2020 permettant au Maire d'ester en justice au nom de la ville,

Vu l'avis d'audience N° Parquet 2229100062 reçu 2 février 2023, informant la commune de la tenue d'une audience qui se déroulera le 17 mars 2023, suite aux insultes et menaces proférées contre le Maire,

D É C I D E

Article 1 : De se constituer partie civile dans l'affaire référencée N° de parquet 2229100062 suite aux insultes proférées contre le Maire de Choisy-le-Roi le 15 octobre 2022.

Article 2 : De demander à l'audience du 17 mars 2023, un euro symbolique en réparation du préjudice subi.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Trésorier Principal d'Orly sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet.

Article 4 : La présente décision sera communiquée au Conseil Municipal lors de la prochaine séance et publiée sur le site internet de la commune www.choisyleroi.fr

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité, de sa notification à Monsieur le Procureur de la République et de sa publication. La juridiction compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Fait en Mairie à Choisy-le-Roi, le 27 février 2023

Le Maire,

Tonino PANETTA
Maire de Choisy-le-Roi

